



July 2, 2024

## Lettre ouverte : Monsieur le premier ministre David Eby, cessez la criminalisation des défenseur·e·s du droit à la terre Wet'suwet'en !

Les défenseur·e·s du droit à la terre Wet'suwet'en, sous la gouverne des chefs héréditaires de la Nation Wet'suwet'en, s'opposent toujours à la construction d'un gazoduc par la compagnie Coastal GasLink Pipeline Ltd. (CGL), basée au Canada et appartenant à la TC Energy Corporation. Le gazoduc est construit à travers le territoire ancestral non cédé en Colombie-Britannique (Canada) sans avoir reçu le consentement libre, préalable et éclairé des chefs héréditaires de la Nation Wet'suwet'en.

Malgré l'opposition de la Nation Wet'suwet'en, la construction du gazoduc a débuté en 2019. Pendant plus d'une décennie, les défenseur·e·s du droit à la terre Wet'suwet'en ont exercé leur droit sur le Yin'tah (territoire) de le protéger contre des projets de développement et des industries non désirés. En décembre 2018, la Cour suprême de la Colombie-Britannique a accordé à CGL une injonction qui criminalise les défenseur·e·s du droit à la terre Wet'suwet'en s'ils tentent de freiner la construction du gazoduc.

En vertu de cette injonction, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et la compagnie de sécurité privée Forsythe Security ont intimidé, harcelé et surveillé illégalement les défenseur·e·s du droit à la terre. Plus de 75 défenseur·e·s du droit à la terre ont été arrêté·e·s et détenu·e·s arbitrairement lors de quatre opérations à grande échelle de la GRC sur le territoire des Wet'suwet'en.

En 2022, le gouvernement provincial a intenté des poursuites contre 20 défenseur·e·s pour supposément avoir désobéi aux termes de l'injonction. Ceux et celles qui sont comparu·e·s devant les tribunaux risquent une peine de de prison si reconnu·e·s coupables. En janvier 2024, Sleydo' (Molly Wickham), Shaylynn Sampson et Corey "Jayochee" Jocko ont été reconnu·e·s coupables d'outrage criminel pour avoir prétendument défié l'injonction. Cependant, cette condamnation ne reposait que sur des actions pacifiques entreprises pour faire cesser la construction du gazoduc, telles que le blocage de routes et la construction de mini-maisons sur des sites de construction. Leur procès est toujours en cours parce que les défenseur·e·s du droit à la terre ont déposé une requête arguant que la GRC avait violé leurs droits humains pendant les opérations policières et les arrestations. Il reprendra en Septembre 2024. Si cette requête est acceptée, les verdicts de culpabilité seront suspendus; si elle est refusée, ils et elles font face à des peines de prison et à avoir des dossiers criminels. Chef Dtsa'hyl, chef héréditaire des Wet'suwet'en, a aussi été reconnu coupable d'outrage criminel par la Cour suprême de la Colombie-Britannique en février 2024, sur la base d'accusations liées au blocus de la CGL en 2021. Il connaîtra sa peine en juillet 2024. La Couronne demande de 6 à 9 mois d'emprisonnement.

Organisations signataires du Canada



CANADIAN VOICE OF WOMEN FOR PEACE



La Nation Wet'suwet'en a le droit de décider des formes de développement économique qui ont leur place sur ses terres ancestrales en usant de leur consentement libre, préalable et éclairé. Les membres de la Nation ont le droit de vivre en sécurité, sans surveillance et harcèlement, sans subir de racisme, d'avoir peur d'être criminalisé·e·s et sans violence basée sur le genre. Les défenseur·e·s du droit à la terre protègent leur territoire et le droit de tous et toutes à un environnement sain en s'opposant à cet inième projet néfaste d'extraction des combustibles fossiles. Ils et elles ont le droit de poursuivre leurs activités de défense des terres sans craindre la violence. La poursuite de la construction du gazoduc est illégale.

### Les gouvernements de la Colombie-Britannique doivent immédiatement :

- Abandonner les poursuites pour outrage criminel contre les défenseur·e·s du droit à la terre en attente de leur procès.
- Suspendre les procédures contre les défenseur·e·s de la terre dont le procès a déjà débuté.
- Cesser le harcèlement, l'intimidation, la surveillance illégale et la criminalisation des défenseur·e·s du droit à la terre Wet'suwet'en.
- Veiller à ce que des injonctions ne soient pas utilisées pour brimer les droits humains des Peuples autochtones, y compris en les expulsant par la force de leurs territoires.

*Cordialement,*

#### Organisations signataires du Canada

Above Ground (a project of MakeWay)

Amnesty International Canada English Speaking Section

Amnesty International Canada French Speaking Section

Association for the Support of North American Indians

Ben & Jerry's

Burnaby Residents Opposing Kinder-Morgan Expansion

Canadian Voice of Women for Peace

Climate Emergency Unit

David Suzuki Foundation



Decolonial Solidarity

Dogwood BC

Freedom from War Coalition

Georgia Strait Alliance Josette

Wier

Lawyers Rights Watch Canada

Le Centre Oblate

LeadNow

Lush Cosmetics

Manitoba Energy Justice  
Coalition

MiningWatch Canada

OMI Lacombe Canada

Project Heart

### **Organisations signataires hors-Canada**

Aktionsgruppe Indigene &  
Menschenrechte e.V.

Amnesty International  
Cloppenburg

Amnesty International France

Amnesty International Germany

Amnesty International  
Tuebingen

European Alliance for the Self-  
Determination of Indigenous  
Peoples

Retired United Church of  
Canada Clergy

Salal and Cedar Watershed  
Discipleship Community

Say No to LNG

Sierra Club BC

stand.earth

Victoria Climate Action Team

Victoria Secular Humanist  
Association

Union of BC Indian Chiefs US

Tax Consulting Wilderness

Committee

Women's International  
League for Peace & Freedom

XAXE TENEW Land  
Rematriation Society

Front Line Defenders

Healing Well Healthcare

Incomindos

Medicine Horse Village

Tokata-LPSG RheinMain  
Germany / Support Group of  
Indigenous Social,  
Environmental, Cultural and  
Human Rights Projects

Working Circle Indians of  
North America/Austria



### **Organisations signataires hors-Canada**



European Alliance for the  
Self-Determination of Indigenous Peoples



arbeitskreis  
indianer  
nordamerikas (AKIN)

Working Circle Indians of North America